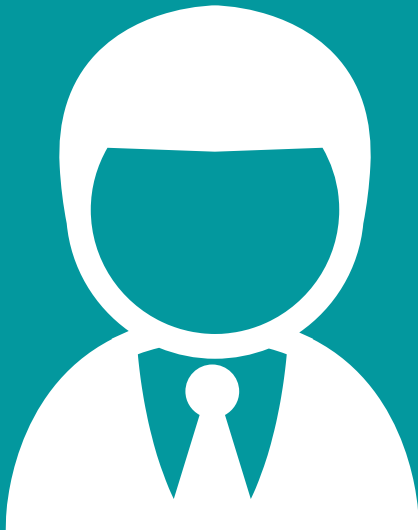


L'offre et l'acceptation

Classiquement et conformément à l'**article 1113 du code civil**, "le contrat est formé par la rencontre d'une **offre** et d'une **acceptation**". Pour que le contrat soit valablement formé par ce biais, l'offre et l'acceptation doivent toutefois revêtir certaines caractéristiques.

L'offre

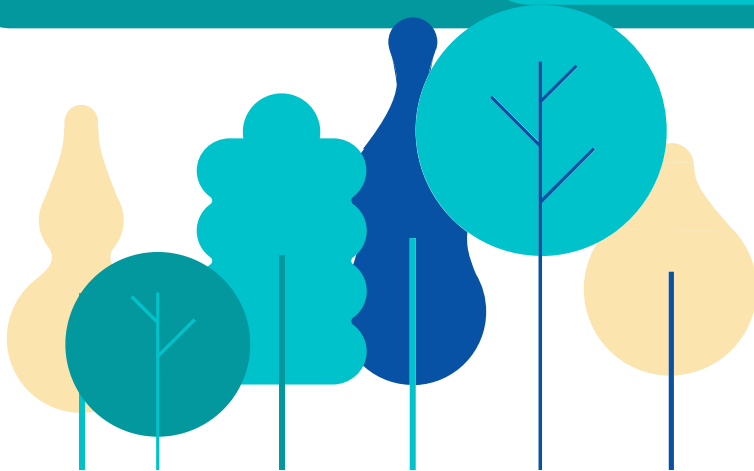
Il découle de l'**article 1114 du code civil** que pour être qualifiée d'offre, la proposition doit être **ferme**, **précise** et **extériorisée**.



Une proposition précise

La proposition doit comprendre les **éléments essentiels** du contrat envisagé, de sorte que le bénéficiaire n'ait qu'à l'accepter purement et simplement pour que le contrat soit formé.

Une offre de vente devra donc comporter une description précise du bien offert (dimension, coloris, quantité, etc) ainsi que son prix de vente.



Une proposition ferme

La proposition doit révéler la volonté **non équivoque** de l'auteur de conclure le contrat projeté en cas d'acceptation.

Tel ne serait pas le cas d'une offre émise avec réserves. En effet, dans cette hypothèse, l'offrant subordonne sa proposition à certaines conditions, comme par exemple la possibilité de choisir son cocontractant.



Une proposition extériorisée

C'est la question de la forme de l'offre, envisagée par l'**article 1113 al. 2 du code civil**.

L'offre ne nécessite aucune forme particulière. Elle peut être **expresse** (écrit, proposition verbale, etc) ou **tacite** (geste, attitude, etc) pourvu qu'elle soit **non équivoque**.

Le fait pour un commerçant d'exposer ses marchandises en vitrine avec leur prix manifeste sans ambiguïté sa volonté de les vendre.

À défaut de réunir ces trois caractéristiques, la proposition devra s'analyser comme une simple invitation à entrer en **pourparlers**. Le régime juridique applicable sera donc celui des **articles 1112 et suivants du code civil**.





L'acceptation

Il découle de l'**article 1114 du code civil** que pour être qualifiée d'offre, la proposition doit être **ferme, précise et extériorisée**.

Une acceptation pure et simple

L'acceptation doit être conforme à l'offre. Le destinataire de l'offre doit donc être en **accord total** avec la proposition qui lui a été faite.

Tel ne serait pas le cas d'un destinataire qui discuterait de l'offre ou qui chercherait à en modifier certaines conditions. Ici, le destinataire de l'offre serait en réalité l'auteur d'une nouvelle offre devant être acceptée purement et simplement à son tour.

Une acceptation extériorisée

C'est la question de la forme de l'acceptation, envisagée par l'**article 1113 al. 2 du code civil**.

Tout comme l'offre, elle ne nécessite aucune forme particulière. Elle peut être **expresse** ou **tacite**, pourvu qu'elle manifeste **sans ambiguïté** la volonté de contracter.

La personne qui monte dans un taxi manifeste **sans ambiguïté** sa volonté d'accepter l'offre de service qui lui est faite.

Si l'acceptation tacite (manifestée par un comportement, un geste) peut valoir acceptation, quand est-il du silence, c'est-à-dire d'une absence totale de réaction ? Par principe, le silence ne vaut pas acceptation. Mais l'article 1120 liste 4 cas dans lesquels un silence circonstancié peut valoir acceptation.

L'acceptation de l'offre entraîne la **conclusion du contrat**.

Dès lors, si une partie ne s'exécutait pas, elle pourrait voir sa responsabilité contractuelle engagée sur le fondement de l'**article 1231 du code civil**.

Une exécution forcée, ainsi que toute autre sanction de l'inexécution, pourrait également être prononcée.

Le régime juridique de l'offre de contracter

Dans un schéma classique, l'acceptation de l'offre entraîne la conclusion du contrat, conformément à l'**article 1113 du code civil**. Mais quels sont les effets juridiques de l'offre avant qu'elle ne soit acceptée par le destinataire ? En pratique, la question se pose dans deux situations : la **révocation** de l'offre et la **caducité** de l'offre.

La révocation de l'offre

L'offrant peut-il retirer son offre avant qu'elle ne soit acceptée ? Il faut distinguer selon que l'offre soit déjà **parvenue ou non** au destinataire.

Offre non parvenue au destinataire

En vertu de l'**article 1115 du code civil**, l'offrant est **libre** de se rétracter tant que l'offre n'est pas parvenue à son destinataire.

Lorsque le contrat est conclu entre absents, à quel moment doit-on considérer que l'offre est parvenue au destinataire ?

L'article 1121 du code civil consacre la théorie de la réception. C'est donc la date de la réception de l'acceptation par l'offrant qui doit être prise en compte (par exemple, lorsque la lettre d'acceptation est matériellement arrivée dans la boîte au lettre de l'offrant).

Peu importe qu'il en ait pris effectivement connaissance ou non (qu'il ait ouvert la lettre ou non).

Offre parvenue au destinataire

En vertu de l'**article 1116 du code civil**, dès lors que l'offre est parvenue à son destinataire, elle ne peut plus être librement rétractée. L'offrant doit en effet **maintenir son offre** pendant un certain délai :

- Si un délai est stipulé dans l'offre, l'offrant doit maintenir son offre jusqu'à l'expiration de ce délai. Pendant ce laps de temps, il ne peut donc pas la retirer.
- Si aucun délai n'est stipulé dans l'offre, l'offrant doit maintenir son offre jusqu'à l'expiration d'un délai raisonnable.

Les textes ne précisent pas ce qu'il faut entendre par "**délai raisonnable**". Les juges apprécieront au cas par cas, en fonction des circonstances d'espèce (qualités des parties, enjeux financiers, etc).



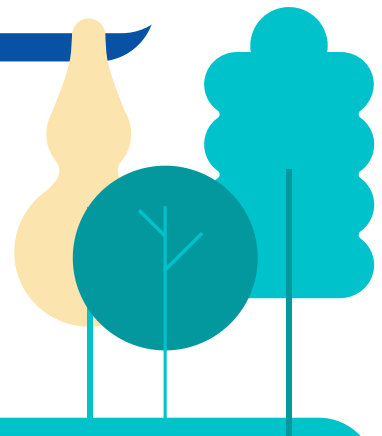


Les sanctions d'une révocation prématurée

Selon l'**article 1116 al. 2 du code civil**, si l'offrant retire son offre avant l'expiration du délai, la formation du contrat ne peut avoir lieu. Dès lors, **aucune exécution forcée** ne peut être demandée. Si le destinataire avait accepté l'offre, il pourra seulement tenter d'engager la responsabilité **délictuelle** de l'offrant sur le fondement de l'**article 1240 du code civil** pour obtenir des dommages et intérêts.

La caducité de l'offre

La caducité de l'offre avant son acceptation peut résulter de deux causes principales : l'**expiration du délai** de l'offre ou le **décès** de l'une des parties.



La caducité par expiration du délai

Selon l'**article 1117 al. 1 du code civil**, l'offre est caduque si elle n'a pas été acceptée avant l'expiration d'un certain délai :

- Si un délai a été stipulé dans l'offre, l'offre est caduque si elle n'est pas acceptée avant l'expiration du délai indiqué.
- Si aucun délai n'a été stipulé dans l'offre, l'offre est caduque à l'expiration d'un délai raisonnable.

Concrètement, une offre frappée de caducité ne pourra plus produire aucun effets juridiques.

La caducité en raison du décès

Que se passe-t-il lorsque l'une des parties décède entre la date de l'émission de l'offre et celle de l'acceptation ? A cette question, l'**article 1117 al. 2 du code civil** répond que :

- l'offre est caduque en cas de décès de l'**offrant**. Ainsi, aucun contrat ne pourra être formé, même avant l'expiration du délai de l'offre.
- l'offre est également caduque en cas de décès de son **destinataire**.